

# Étapes pour le traitement d'une demande

## 1 Ouverture et suivi du dossier

### La municipalité :

- procède à l'inventaire de ses dommages (constat des dommages);
- remplit une demande d'aide financière et la fait parvenir au ministère de la Sécurité publique (MSP) par courriel ou par la poste;
- joint les pièces justificatives qu'elle a en sa possession et fait suivre les autres au MSP dès qu'elle les reçoit;
- communique avec le MSP, au besoin, pour recevoir toute l'information utile liée à son dossier.

## 2 Traitement de la demande

### Le MSP :

- prend une décision au sujet de l'admissibilité du dossier;
- procède à une analyse sommaire des dépenses remboursables;
- procède au calcul et au versement de la première avance.

## 3 Dernière analyse du dossier

Le MSP verse à la municipalité le dernier paiement lorsque les travaux sont terminés et que les biens ont été réparés, et ce, sur présentation et acceptation des reçus (fermeture du dossier).

## Pour plus de détails

Visitez le site Web du MSP au [Quebec.ca/aide-inondation](http://Quebec.ca/aide-inondation) pour :

- consulter le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents;
- consulter le guide simplifié;
- remplir la demande d'aide financière;
- vérifier si vous faites partie du territoire d'application.

## Au besoin, communiquez avec le MSP

☎ 418 643-2433  
ou 1 888 643-2433

📠 418 643-1941  
ou 1 866 251-1983

✉ [aide.financiere@msp.gouv.qc.ca](mailto:aide.financiere@msp.gouv.qc.ca)

📍 Direction générale adjointe du rétablissement  
Ministère de la Sécurité publique  
455, rue du Marais, bureau 100

L'énoncé du programme tel qu'il a été adopté par le gouvernement du Québec **demeure la référence unique et ultime**, advenant un litige.

Ministère de la Sécurité publique

## Municipalités

Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents



SC-101 (2021-03)  
(Photo : Richard Dumoulin, Le Québec en images, CODMD)

**Ce programme aide financièrement les municipalités à rembourser les frais liés :**

- A** aux mesures préventives temporaires;
- B** aux mesures d'intervention ou de rétablissement;
- C** à la réparation ou au remplacement des composantes endommagées de ses biens essentiels (bâtiments ou autres biens);
- D** aux bris d'un couvert de glace ou d'un embâcle;
- E** aux travaux de protection des berges;
- F** à l'aménagement de sites d'accueil;
- G** à l'acquisition d'un terrain cédé par un particulier, un propriétaire d'un bâtiment locatif ou une entreprise.

**Municipalité ayant porté aide et assistance à une autre municipalité**

Une municipalité qui vient en aide à une autre municipalité lors d'un sinistre doit lui facturer les dépenses pour les services rendus.

**A Mesures préventives temporaires**

Une aide est accordée pour les mesures préventives temporaires mises en place lors du sinistre pour assurer la protection de la population et de ses biens essentiels.

**B Mesures d'intervention ou de rétablissement**

Une aide est accordée pour la mise en place de mesures d'intervention ou de rétablissement.

**C Dommages aux biens essentiels**

Une aide est accordée pour les dommages causés à ses biens essentiels, pour couvrir les coûts liés :

- aux travaux d'urgence effectués pour assurer la santé et la sécurité des personnes et permettre la réparation des bâtiments (pompage de l'eau, démolition, élimination des débris, nettoyage, désinfection, etc.);
- aux travaux temporaires effectués (rétablissement temporaire de l'électricité dans les bâtiments, placardage des ouvertures, etc.);
- aux dommages causés aux composantes de ses bâtiments essentiels (fondations, fenêtres, isolation, circuits électriques, plomberie, couvre-planchers, éléments de finition, etc.);
- aux dommages causés aux autres biens essentiels endommagés. Un constat des dommages est requis.

**D Bris d'un couvert de glace ou d'un embâcle**

Une aide est accordée pour les dépenses associées au bris d'un couvert de glace ou d'un embâcle, lorsque des biens essentiels (résidence, bâtiment, chemin d'accès essentiel, etc.) sont menacés de façon imminente par la formation de glace sur un cours d'eau.

**E Travaux de protection des berges**

Une aide est accordée à une municipalité pour la réalisation de travaux permanents de protection des berges endommagées par le sinistre pour protéger le centre d'une municipalité locale ou pour réparer des ouvrages de protection des berges. Les travaux doivent être préalablement autorisés par le ministère de la Sécurité publique.

**F Aménagement de sites d'accueil**

Une aide est accordée à une municipalité qui n'a d'autre choix que d'aménager des sites d'accueil pour des résidences principales, des bâtiments locatifs et des bâtiments essentiels qui doivent être déplacés ou reconstruits en raison du sinistre. Ces sites doivent être préalablement approuvés par le MSP.

**G Acquisition d'un terrain cédé par un particulier, un propriétaire d'un bâtiment locatif ou une entreprise**

Une aide est accordée pour les frais notariaux payés pour acquérir un terrain cédé en vertu du programme.

**Calcul de l'aide financière**

**Bris d'un couvert de glace ou d'un embâcle :** l'aide accordée équivaut à 50 % des frais raisonnables engagés.

**Mesures préventives temporaires et frais notariaux pour l'acquisition du terrain d'un particulier, d'un propriétaire d'un bâtiment locatif ou d'une entreprise :** l'aide accordée équivaut à 100 % des frais raisonnables engagés.

**Mesures d'interventions lors de l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvement de sol :** l'aide accordée équivaut à 100 % des frais raisonnables engagés, sans dépasser 5 000 \$ par résidence principale, bâtiment locatif ou bâtiment essentiel d'une entreprise.

**Mesures d'hébergement temporaire, en raison de la fermeture d'une route par le ministère des Transports du Québec, pour des personnes qui ne résident pas sur le territoire d'une municipalité :** l'aide accordée équivaut à 100 % des frais raisonnables engagés.

**Autres dépenses :** l'aide accordée correspond à 100 % des frais raisonnables engagés, moins la participation financière de la municipalité calculée comme suit :

- 100 % pour les 3 premiers dollars de dépenses admissibles par habitant;
- 75 % pour les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> dollars de dépenses admissibles par habitant;
- 50 % pour les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> dollars de dépenses admissibles par habitant;
- 25 % pour les dollars suivants de dépenses admissibles par habitant pour les municipalités de 1 000 habitants et plus et 15 % pour les municipalités de moins de 1 000 habitants.

**Exemple de calcul**

Dépenses admissibles : 100 000 \$ • Population : 5 000 habitants

Contribution			Municipalité	Sécurité publique
3 premiers dollars par habitant	15 000 \$	100 %	15 000 \$	0 \$
4 <sup>e</sup> et 5 <sup>e</sup> dollars par habitant	10 000 \$	75 %	7 500 \$	2 500 \$
6 <sup>e</sup> et 7 <sup>e</sup> dollars par habitant	10 000 \$	50 %	5 000 \$	5 000 \$
Dollars supplémentaires	65 000 \$	25 %	16 250 \$	48 750 \$
<b>Total</b>	<b>100 000 \$</b>		<b>43 750 \$</b>	<b>56 250 \$</b>